

Infolabs, nouvelle place du statactivisme ?

Deux néologismes aux alentours du chiffre.

Tout commence le 5 novembre 2018, date de l'effondrement des immeubles rue d'Aubagne, deux immeubles s'effondrent à Marseille en plein centre-ville, tuant ainsi 8 personnes. Dans les semaines qui suivent ce sont alors près de 1600 personnes se retrouvent alors expulsés de logements. Un mouvement de revendication se monte alors à la suite des évènements afin de dénoncer l'indignité de la situation.¹

L'évènement de la rue d'Aubagne a fait émerger un débat citoyen construit à partir d'une enquête participative. Elle permet de mettre en lumière la gravité de la situation. Les chiffres n'étant pas accessibles aux citoyens, un **Infolab** collabore alors avec le journal « La Marseillaise » en lançant un questionnaire en ligne afin de cartographier l'insalubrité à travers la ville.²

Cette enquête soulève de nombreux questionnements, tout d'abord que sont ces nouvelles structures associatives ? Quelles sont leurs vocations ? Comment amènent-elles ces débats autour de la construction d'outils numérique ? Comment utilisent-elles la donnée dans le cadre social ? Le font-elle à travers des remises en question usages ?

Je présenterais dans un premier temps la méthode de travail suivie afin de réaliser cette synthèse, j'introduirais ensuite les notions clefs du sujet d'études à travers une analyse des champs sémantiques et lexicaux associés à la terminologie de ces concepts depuis une fouille de données web. Dans la seconde partie je ferais alors un retour de terrain et mise en parallèle de leurs histoires, leurs missions, leurs rapports aux territoires et à leurs publics ainsi que sur leurs visions de l'Open data.

Méthodologie

J'ai dans un premier temps réalisé une fouille de données poussée sur des notions qui me questionnaient afin d'en découvrir les patterns discursifs.

Pour ce faire j'ai réalisé un algorithme d'extraction³ des vingt premières pages web référencées Google sur des mots clefs liés à mon sujet (soit potentiellement 180 sites par requête). Il m'a permis de dessiner un premier portrait de mon sujet d'étude, une vue bien entendue réduite à ce que Google me permettait d'entrevoir.

Ce travail m'aura également permis de réaliser au fil de mes lectures une bibliographie qui me donna de nombreuses pistes de recherche. Après avoir récolté 2340 résultats, il a fallu en mesurer la pertinence. J'ai donc construit à cet effet une application de validation de sources web⁴. Elle m'a permis de créer un premier corpus que j'ai pu travailler à l'aide de TXM, Iramuteq et Hyperbase.

J'ai par la suite analysé comment les acteurs de la médiation numérique se répartissaient sur la carte. De cette manière j'ai pu appréhender le contexte régional de ce tissu associatif.

¹<http://www.lamarseillaise.fr/marseille/societe/73805-balancetontaudis-rue-d-aubagne-le-mois-qui-a-bouleverse-les-marseillais>

² <https://www.ledonut-marseille.com/blog/balancetontaudis>

³Voir annexe 1

⁴Voir annexe 2, 3 et 4

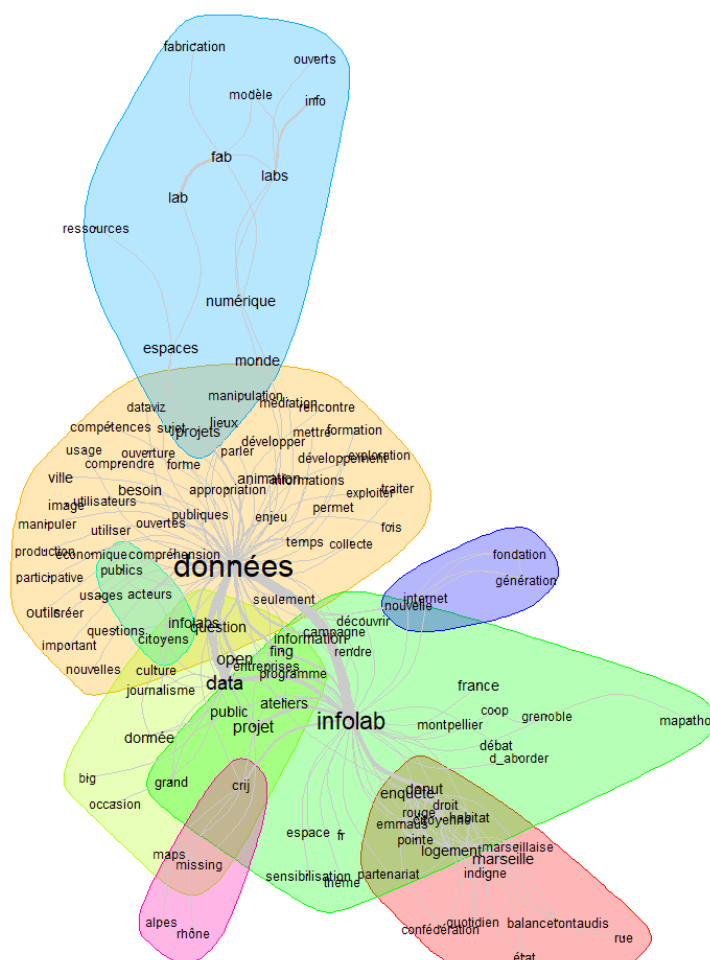
J'ai donc suivi trois associations : le « Donut » à Marseille, ainsi qu'« Altercarto » et le « Tuba » à Lyon. J'ai pu assister à deux débats. Le premier était organisé par le « Donut » et le journal « la Marseillaise » autour de la question des habitats dit « indignes ». Le second faisait partie d'une série d'évènements organisés par « Science Po Lyon » au Tuba mettant en exergue la ville de demain appelée «la smart city ».

A la suite de ces deux débats, j'ai pu rencontrer trois acteurs de ces associations lors d'entretiens semi-directifs d'une quarantaine de minutes. Ils m'ont permis de les questionner sur l'histoire de leur structure, sur le public qu'ils visent, sur les événements qu'ils mettent en place, sur leur usage de la donnée, sur leur investissement sur le territoire de leur ville, sur les interactions qu'ils ont avec d'autres structures.

I. Contexte

1.1. Les infolabs, un éco-système très diversifié

La notion d'**infolab** est un néologisme construit des mots : « info » pour information et « lab » pour laboratoire, un infolab est donc un laboratoire de médiation, d'expérimentation autour de la donnée. Il emprunte sa construction à son petit frère le **fablab**, celui-ci serait donc une sorte de « MakerSpace », tiers lieu où l'on travaille, détourne, fabrique des débats autour de la donnée.



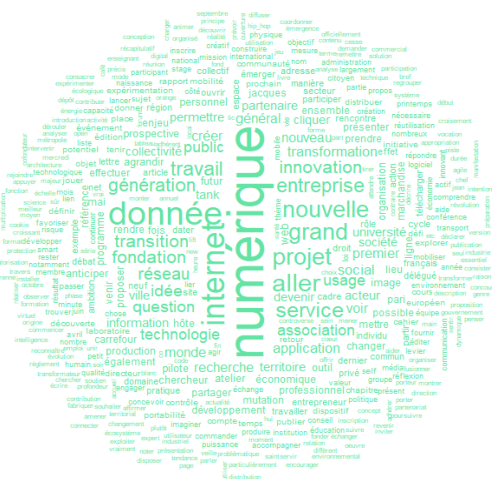
Analyse de co-occurrence du corpus « infolab » issue d'Iramuteq

Une analyse du schéma de co-occurrence ci-dessus nous permet d'obtenir ce graphe mettant en avant les notions lexicales les plus fortement liées.

- La partie **rouge** se démarque, c'est l'actualité générée par le « **Donut** ».
- Le **pôle jaune** dans lequel viennent se mêler les problématiques **d'Open Data / de Big Data, la FING**.
- Le pôle sémantique des données est lui entouré de nombreux verbes où ils en sont le sujet.
- En **bleu clair** un vocabulaire lié aux **fablabs**
- En **rose** une zone lié aux **CRIJ** (Centre Régionale d'Information Jeunesse) auxquels les Infolabs collaborent localement.

En parcourant le corpus j’ai recueilli l’appellation « **Medialab** » qui semble de son côté plutôt aborder les questions des pratiques numériques dans un sens plus large. A ce titre je m’aperçois que ces structures (Medialab, Infolab et Fablab) se retrouvent alors dans un espace plus large : celui de la médiation numérique. Elles traitent de sujets différents : création technique, création artistique ou numérique, mais elles ont des valeurs communes : approche inclusive, partage d’expérience.

La démarche Infolab est avant tout le résultat d’une campagne d’institutionnalisation lancée à partir de 2013 par la FING⁵ (Fondation Internet Nouvelle Génération) en collaboration avec des institutions publiques. Née durant la démocratisation d’internet en France, la FING est fondée en 2000, elle est à l’origine de nombreuses démarches liées au numérique en France. Elle a été concertée à de nombreuses reprises sur les sujets de l’Open Data, du développement des Fablabs, de la Self-Quantification (projet MesInfos), et réalise de nombreuses interventions dans le cadre de conférences faisant de la médiation autour de ces sujets.



Nuage de mots du corpus « FING »

⁵ <https://www.lagazettedescommunes.com/460484/linfolab-vous-connaissiez-des-fablabs-pour-les-donnees/>

Le site du mouvement définit les Infolabs comme « un espace collaboratif » dédié à la compréhension, la manipulation et l'exploration de données. »⁶. Réunis autour d'une charte commune prônant des valeurs d'ouverture et d'accessibilité, le site infolab.io liste donc près de 28 structures correspondant à la mission du mouvement « qui ne se vivent pas ou ne se revendiquent pas explicitement comme Infolab mais qui en ont l'essentiel des caractéristiques »⁷. Cette démarche s'inscrit dans une volonté plus large de la FING de développer et d'encourager la « data literacy », afin de promouvoir une culture avec et auprès des institutions publiques et privées (« Datalab »). Dans cette synthèse je me suis surtout concentré sur les acteurs associatifs du mouvement. Cependant, il est intéressant de se pencher au moins numériquement sur les Datalabs, le terme étant anglo-saxon nous retrouvons donc deux sources explicitées différemment selon le pays.

Les Datalabs sont des nouveaux pôles dans les entreprises de grande taille travaillant sur des solutions innovantes et à la médiation de celle-ci en interne, ainsi Pernod Ricard, La poste, GRDF, AXA sont présents dans la liste du site web des Infolabs. Ces entreprises ont par leur activité engendré et accumulé de nombreuses données : financière, d'échange de marchandises... Récemment le journal des « Alternatives-Economique » annonçait lancer le sien. Il s'agit donc de se confronter ces informations et de le transformer en une plus-value, tester des nouvelles méthodes de traitement pour indexer, regrouper, compter, comparer et prédire. Dans le corpus lié à ce mot clef la donnée est souvent accompagnée en contexte par une notion d'expert : data scientist, data ingénieur...

1.1. Le statactivisme, revue de la critique et de la capacité d'émancipation

Le Statactivisme est un concept universitaire datant de 2014, il est défini comme « slogan et concept descriptif, utilisé pour qualifier les expériences visant à se réapproprier le pouvoir émancipateur des statistiques »⁸ par Emmanuel Didier et Cyprien Tasset. Il s'agit donc d'une démarche utilisant le nombre comme support d'émancipation. L'ouvrage auquel fait référence cette notion décrit à travers l'intervention de plusieurs sociologues notamment Luc Boltanski et Alain Derosières le passage d'une statistique d'état à un outil de libération sociale.

Boltanski y intervient en posant la question de la critique à travers les statistiques et prenant appui sur les recherches de son collègue A. Derosières. Étymologiquement lié à l'état, cette science de la gestion était utilisée à des fins de représentation du peuple et de leurs actions de manière macroscopique.

C'est un outil objectif fournissait alors une vue de celui-ci sous la forme de sa totalisation, représentant le « on » l'opinion générale, plaçant à la marge ceux qui n'étaient pas inscrit dans la « norme » comme fautifs dans leurs conditions. Ceci est alors remis en cause par le **structuralisme**, plaçant cette marge comme victime, la statistique devient alors révélatrice d'asymétrie sociale.

Il paraît donc nécessaire de pouvoir regrouper ces individus afin de pouvoir en étudier les particularités, c'est alors qu'interviennent nos auteurs qui largement influencés par les travaux de Bourdieu se retrouvent à se questionner sur la taxinomie durant leurs parcours : comment regrouper les individus ? Opposant ainsi la nomenclature officielle des statisticiens de l'INSEE construite et souvent inspirée par la modélisation économique, à la structure officieuse et naturelle des acteurs sociaux : « la réalité sociale ». Il est alors question selon Boltanski d'utiliser les statistiques en se

⁶ <https://infolabs.io/>

⁷ <https://infolabs.io/content/v0-alpha-de-la-cartographie-des-infolabs>

⁸ cf. Bibliographie

positionnant par référence ou par opposition à la taxinomie administrative. Ce que Bourdieu a d'ailleurs fait dans son ouvrage sur la culture, qui en mettant en lumière les inégalités à l'école, utilisa alors la nomenclature officielle et en « croisant des variables » il révèle que ces structures tendent à maintenir une asymétrie sociale. En effet, celles-ci créées une réalité particulière ayant ses conséquences.

Il s'agit de requalifier de manière incessante ces structures afin de les confronter à un monde social changeant. C'est à ce moment que la statistique entame un « tournant réflexif », celle-ci mesure pour pouvoir évaluer l'effet d'actions, on compte pour anticiper, comparer, ce qui selon l'auteur a donné naissance à des politiques de benchmark. Posant ainsi le contexte il présente la statistique comme une réalité stable, actualisée, construite comme un réseau de relations causales prenant alors appuis sur des nomenclatures officielles afin d'obtenir le consensus. Il en vient alors à la définir comme la mesure du probable opposé au possible, qu'est le monde, dont on ne peut obtenir de connaissance totale. Utiliser la statistique pour émettre une critique peut alors se faire de deux manières : réformiste ou bien radicale. Une critique réformiste suppose alors les objets composants la réalité étudiée comme suffisamment indépendant entre eux, de cette manière ceux-ci peuvent alors être progressivement améliorés et modifiés sans pour autant transformer complètement la réalité. L'état garant de ces structures est alors suffisamment résistant pour stabiliser celles-ci au fil des critiques, c'est ce que fait Bourdieu.

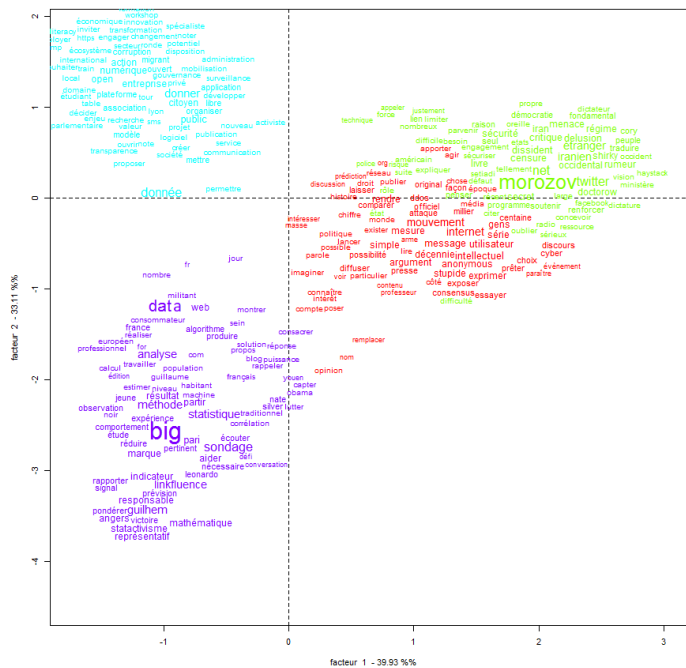
La critique radicale s'oppose au précepte réformiste imaginant ainsi que les éléments du réel sont interdépendants, il est alors impossible de modifier un élément sans impacter le tout. C'est alors à travers l'expérience et la confrontation de celle-ci à la réalité que celle-ci est possible. La critique radicale est plus dure à formuler, c'est donc le plus souvent au travers d'actions artistique et militantes qu'elle émane en premier n'ayant pas besoin de cohérence argumentative. Cependant, une fois formulée, si l'objet de cette critique contribue à créer une nouvelle réalité, il est nécessaire de cesser d'être critique afin de pouvoir ajuster à long terme son tir.

De son côté A. Desrosières analyse les usages statistiques comme outils de libération et de pouvoir. Il rappelle que dans les années 50 la statistique était vue comme une composante de la société démocratique, mais la confiance du peuple a été érodée depuis ces dernières années par son utilisation dans une pratique de gestion néo-libérale. Il la présente dans un premier temps comme un « outil de faiblesse » sur une citation de T. Porter, démentant alors l'idée que les classes dominantes pourraient orienter la production de statistique en fonction de leurs intérêts, car celle-ci se construit selon lui sur le naturel. Desrosières rappelle que ce ne sont pas les classes dominantes qui ont généralement réalisés des innovations statistiques mais plutôt le haut de la classe moyenne. Il présente notamment la statistique comme étant au cœur des activités de l'état : outil d'organisation et de la production des échanges. Il rappelle aussi que sans celle-ci l'état providence ne saurait exister en présentant l'exemple des retraites. La statistique fournit un langage pour l'expression de luttes, résultant elle-même d'un conflit de classes comme l'exprimait Boltanski, atour du comment compter. Une statistique doit donc faire l'objet d'un consensus pour être présentée comme neutre. Ce consensus n'est alors pas assuré, il présente notamment l'exemple des remises en question du PIB pour le collectif ACDC⁹, qui a été longuement négocié. En est né le BIP40¹⁰ indicateur alternatif, n'ayant trouvé aucune institution pour le relayer et le mettre à jour, c'est à travers un lourd travail bénévole que celui-ci a pu être calculé jusqu'en 2015. Dérosières compare alors la statistique étatique à la Constitution, car une fois qu'un indicateur a su y entrer il y institue une réalité.

⁹Collectif pour des autres chiffres du chômage

¹⁰Indicateur alternatif au PIB, mis en avant par RAI (Réseau d'alerte contre les inégalités)

1.2. De la statistique activiste à l'utilisation militante de la donnée :



AFC du corpus « data activisme »

Après avoir fait cette parenthèse permettant de mettre dans une perspective historique et théorique notre sujet il convient aussi de se projeter sur ces notions sur le net, afin d'en analyser les pratiques et le discours qui entoure celles-ci. Je me suis plutôt intéressé à la notion d'activisme de la donnée, le stactivisme renvoyant quasiment à chaque fois vers l'ouvrage présenté précédemment. Cette terminologie est plus globalisante, car elle permet de déplacer le spectre du militantisme vers l'information et non son mode de calcul ou son utilisation sociale : regroupant ainsi d'autres outils permettant la formation et la justification d'une critique : production de questionnaires, cartographies, hacking, allant même jusqu'à l'évocation des lanceurs d'alertes ou encore des anonymous.

Nous repérons notamment la présence de la référence Evgeny Morozov dans plusieurs pages, qui dans son ouvrage « To save everything click her »¹¹ remet en question l'apport des technologies dans de nombreux pends de la vie de tous les jours, qualifiant alors celle-ci de solutionnisme, car apportant des solutions à des problèmes qui n'en demandent pas forcément l'usage, transformant dangereusement parfois le cadre de la liberté individuelle.

¹¹Voir bibliographie

1.3. De la carte au terrain

Après avoir fouillé notre corpus exploratoire il était essentiel de pouvoir confronter ces informations, ce premier travail avec des témoignages de terrains. Comme introduit précédemment, la démarche infolabs fait partie de l'écosystème de la médiation numérique, il existe plusieurs jeux de données cartographiant sur celui-ci internet : Makery.io¹² par exemple liste toutes ces structures à un échelle internationale. J'ai décidé de mon côté de prendre les données présentes sur le site de la MedNum, cette « coopérative des acteurs du numérique » est assez récente et liste la plupart des infolabs, médialabs, que j'ai pu retrouver durant ma première analyse du sujet.

La carte ci-contre présente l'agrégat des acteurs de la MedNum agrégé par ville

- les marqueurs bleus indiquent la présence d'au moins un infolab dans une ville. Nous remarquons 3 grands pôles de la médiation numérique : la région Parisienne, dont le nombre d'acteur de médiation numérique est égal à la moitié des acteurs du pays, la région Sud (Marseille, Aix et Nice) et de la région de Lille. Nous remarquons que chaque chef-lieu a ses acteurs les CRIJ présentés plus hauts. Nous remarquons aussi un véritable néant numérique dans la région grand Est.



Carte interactive construite avec les données de la MedNum¹³

Lyon et Marseille possèdent alors chacun trois infolabs. Je me tourne alors vers le « Donut », le « Tuba » ainsi qu'« Altercarto », trois entités qui représentent à elles seules une belle diversité de pratiques.

¹²<http://www.makery.info/labs-map/>

¹³https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/carte-des-societaires-de-la-mednum-juin-2018_228763#6/47.190/5.647

II. Entretiens

Ces trois entretiens ont été réalisés dans un laps de temps très court, en vue de l'écriture de cette synthèse, il a été assez frustrant de ne pas pouvoir revenir sur certaines notions avec les interrogés. J'avais pu m'entretenir dans un premier temps soit par téléphone soit lors d'un débat¹⁴ avec les différents interviewés, j'ai donc à l'issue de ces entretiens collecté : 40min pour le Tuba, 58min avec le Donut et enfin 75min avec AlterCarto.

Ces trois personnes avaient un profil très différent :

- Martin du Tuba est Designer de Service, il a moins de 30 ans, il est intervenu en tant que consultant pour la FING sur le projet MesInfos.
- Elise du Donut est réalisatrice et son activité l'a amené à travailler dans le cadre socio-culturel de Marseille, elle a entre 30 et 40 ans
- Hervé d'AlterCarto à la cinquantaine, il est sociologue. Ils sont tous les trois au moins diplômés du supérieur.

J'ai réalisé l'interview du Tuba au sein de leur local à Lyon dans un bureau situé entre l'espace de coworking et la partie bureau, leurs locaux temporaires occupent 700m² sur l'avenue Tiers. L'interview a duré 40 min. L'entretien d'Altercarto a été réalisé dans le bureau de l'association près de la mairie de Lyon, un bureau partagé avec d'autres structures associatives, enfin celle du Donut a été effectuée dans un salon de thé, n'ayant pas de local.¹⁵

1.1 Contexte de création et mission des structures

Ces trois personnes sont directement impliquées dans la création de leurs structures, nées dans des contextes très différents elles ont de par leurs histoires des usages différents des données mais ont toutes les trois pour but de s'inscrire dans le débat de la cité :

Altercarto, libérer les données pour les cartographier à travers les frontières

AlterCarto est née en 2004 avec l'implication de son fondateur dans un contexte de convergence de luttes liant intermittents du spectacle, chômeurs et autres précaires à la suite d'une revalorisation à la baisse des indemnités chômage de cette même année : les recalculés¹⁶. L'association est intervenue sur de nombreux terrains en France : à Nice, en Lorraine, dans le Val d'Auray, Lyon et grâce à ses rencontres celle-ci est aujourd'hui présente sur le continent africain au Burkina Faso, en Tunisie, en Algérie. AlterCarto réalise des cartographies, des analyses de terrain à la demande d'acteurs sociaux ayant besoin d'arguments numériques. Capitalisant ainsi sur son expérience (près de 15 ans d'existence), l'association est généralement contactée par des membres de son réseau afin de « *fabriquer des publiques et des problèmes publiques* ». L'association s'inscrit dans le débat à travers des enquêtes et cartographies, mettant ainsi des partis en désaccord face à la mesure d'une réalité présente à l'échelle du territoire. Elle entretient le débat afin de libérer des données qui ne sont pas toujours libres d'accès sous la forme d'une mutuelle de données.

¹⁴Cf. annexes 5, 6 et 7 : notes d'observations de débats

¹⁵Cf. annexes 8, 9, 10, 11 et 12 : Prise de notes et canvas des entretiens

¹⁶ <https://www.nouvelobs.com/societe/social/20040506.OBS8887/unedic-les-recalcules-reintegres.html>

Leurs travaux et actions de terrain (pouvant durer jusqu'à quatre ans), leur ont permis de développer des logiciels libres de cartographie et réalise des formations permettant d'apprendre à les utiliser :

« On ne prend pas des machines qu'on essaye d'implanter, on ne fait que des machines liées à des usages, que l'on a, qui sont apparues. Il faudra d'abord ça et on ne l'a pas. Du coup on discute de la manière qui nous permettrait de faire ça. On teste les usages. Et en fait on est en permanence dans cette boucle. ».

Tous les adhérents sont bénévoles et réalisent cela sur leurs temps libres : « Il y a un noyau dur qui ont des boulots qui nous permettent de doser en fonction de l'agenda. Mais disons, quand tu raisones sur 10/20 ans des fois, pendant tu n'as pas le temps, tu le fais la nuit ».

Le Tuba, un lieu d'expérimentation et de co-crédation entre les acteurs de l'espace public

Le Tuba est né en 2014, ce projet vient d'une initiative de la ville de Lyon, soutenue par 3 personnes : Martin, l'interviewé, Benoist astrophysicien en reconversion et Mathilde chimiste en reconversion elle aussi. Créé dans l'optique d'« inciter les entreprises à faire de l'open data, » et de « créer des services avec les citoyens. », c'est un lieu où se rencontrent utilisateurs, entreprises et parties civiles. L'activité de celle-ci a depuis sa création été faite de nombreuses expérimentations : « il y a 4 ans le lieu public servait plus de showroom pour les grandes entreprises, permettant à celles-ci de présenter leurs innovations », puis il a fallu « faire venir du flux ». En effet, comme l'exprime Martin « On fait de l'innovation centrée usagés, de fait on a besoin de gens pour participer au faire ». Le Tuba a donc ouvert un bar à salade avec un espace thé/café, mais s'est finalement laissé dépasser par celui-ci : prêt de 400 personnes venaient manger chaque midi. Cela aura cependant permis à l'association de se faire connaître, elle a fermé l'espace repas et a opté pour un espace de co-working l'un ouvert au public. Une dizaine de personnes par jours viennent y travailler : « on héberge des startups d'Etalab qui viennent tout le temps, il y a une association c'est les Bricoleurs, une association qui fait tout ce qui est médiation avec tous ce qui est lié aux enjeux numériques. Il y a une école de Dev ». Celles-ci peuvent alors y manger le midi gratuitement et « on leur demande nom/prénom et puis s'ils veulent être dans une base de données spéciale qu'ils peuvent solliciter pour ce genre de trucs ».

Les membres de l'association sont tous salariés et travaillent sur des projets avec les partenaires industriels : Bouygues, ENEDIS, GRDF sur des projets allant du design du service, du compteur Gaspard (petit frère de Linky), à l'incubation de structures associatives, dans le nouveau quartier de confluence (projet de péniche à énergie positive réalisant des ateliers de upcycling). L'activité de médiation est alors assurée par des services civiques pour la partie permanence, le reste de cette activité est issue de partenariats avec les entreprises, cependant celle-ci reste aujourd'hui une part marginale de l'activité, l'association ne recevant pas de fond pour réaliser ces actions. Le Tuba est aussi attaché territorial du projet MesInfos, ce projet prône « la réappropriation des données personnelles par les individus, pour qu'elles soient en leur contrôle et en leur propre fin », il ne s'agit alors pas de monétiser ces données mais de se les réapproprier afin de pouvoir accéder à une copie de celles-ci à travers laquelle peuvent être construits des services. Cette année l'association va donc dans cette optique en relançant le projet sur le thème du service à l'adolescent, en collaboration avec les services publics. En 2016, lors du premier lancement c'était avec des industriels que le Tuba avait réalisé cette démarche :

« La fining ils procèdent par des expérimentations et des expéditions et ils viennent tester sur l'écoute de signaux faibles. Ils viennent tester un peu des projets à droite à gauche et ils essaient d'itérer en améliorant les problèmes qui ont pu survenir ».

Le Donut, la construction d'un espace d'entrepreneuriat social

Le Donut a été créé en 2016 par Olivier un entrepreneur travaillant sur des projets d'application de médiation à la bio-diversité notamment avec des projets d'éco balades à travers la ville de Marseille et Elise réalisatrice, impliqué à travers son activité associative dans des projets vidéo à thématique citoyenne auprès de populations défavorisés. C'est autour d'un projet commun dans le quartier de Noailles : « Noailles tous ici », que ces deux acteurs se sont rencontrés avec d'autres associations dont « Urban Prod », et « les Petits Débrouillards ». C'est via une opportunité créée par le conseil régional cherchant des acteurs afin d'animer la Cannebière, que les deux amis décident de lancer le Donut. L'association a donc pu percevoir une subvention qui leur a permis de réaliser tout un cycle de médiation autour de la donnée, réalisant ainsi quatre ateliers thématiques en collaboration avec d'autres structures (Urban Prod, AtmoSud, Data Activist...), ainsi qu'une exposition restituant les résultats de ceux-ci. Lors de l'évènement de la rue d'Aubagne, Olivier intervenant dans une école se retrouve à parler d'un projet d'enquête citoyenne à un collègue enseignant travaillant pour la Marseillaise. Deux jours plus tard c'est lancé. Celui-ci réunit alors les acteurs sociaux autour de la question des habitats indignes à Marseille, utilisant comme support les données récoltées afin de trouver une solution commune lors d'un Hackaton prévu le weekend du 18 janvier.

« Je crois qu'on est en train de dessiner un infolab, pour moi on est un pleine... Comment on pourrait dire, naissance pas évolution, en pleine construction, mais pour moi on est un infolab nomade. C'est-à-dire que pour l'instant on est un lieu baluchon avec les idées des infolabs, et la philosophie des infolabs, on essaie de... de faire des petits événements, des petits moments comme ça autour de données, mais on n'a pas encore posé nos valises, et construit un véritable projet. »

Le Donut travaille depuis sa création avec la coopération des acteurs sociaux, culturel et entrepreneuriat de Marseille, elle organise notamment des MeetUp, moments d'échange avec la communauté de la Tech de la ville. A travers ce projet de Hackaton¹⁷ et le débat que celui-ci permet l'association construit depuis deux ans une nouvelle place d'échange et de mobilisation en coopération avec les acteurs associatifs, militants et institutionnels, provenant de réseaux distincts qui s'assoient alors à la même table afin de créer un commun numérique.

¹⁷<https://www.hackathon.com/event/hackathon-balance-ton-taudis-53948577648>

1.2. Trois acteurs travaillant à la libération des données

Ce qui lie ces trois associations c'est peut-être aussi leur lien avec l'Open Data, permettant des réflexions originales sur celle-ci : militant pour une réappropriation personnelle ou commune de ces données à des fins d'usages différents.

La libération des données personnelles est alors le but de la démarche MesInfos, adaptant une critique réformiste de la restitution des données privées à ses producteurs. La collectivité de la ville de Lyon encourage à travers l'association leurs acteurs des grands groupes de libérer leurs données afin de favoriser un entrepreneuriat de service basé sur celle-ci. L'occasion alors pour les entreprises d'entrer dans la démarche, mais celles-ci sont frileuses à cette idée : « *Concrètement y'a pas d'entreprise qui grâce à nous ont pu faire de l'open data* » explique Martin espérant que cela puisse se débloquer dans les années à venir. Sur ce terrain celles-ci se retrouvent en désaccord avec le think thank libéraliste Gaspard Koenig qui promeut alors une monétisation de ses données auprès des entreprises privées :

« Pourquoi tu vendrais une partie de ton identité numérique, alors que tu ne vends pas une partie de ton identité physique ? Sachant du coup que ça va bénéficier aux riches qui auront une certaine privacy VS les pauvres qui vendraient leur identité pour acheter un hamburger chez burger king. Donc ce n'est pas éthique non plus ».

AlterCarto critique alors la démarche d'ouverture de données de 2012 comme une volonté de « développer le marché du service », celle-ci ne semble d'après AlterCarto dédié à un usage citoyen d'autant que ces données ne sont pas indexées par un moteur de recherche, ne permettant alors pas à celles-ci d'être accessibles à tous. Il livre la bataille de l'ouverture de données d'intérêt collectif auprès des institutions publiques et privées afin d'en faire valoir les usages citoyens et sociaux :

« il n'y a pas de données sans droits et elles sont à nous, donc ce sont nos droits. Et si les données sont hors droits, alors elles ont un problème de légalité et d'éthique. On s'est attaqué aux données publiques, sont l'angle ce sont nos données. C'est les données du citoyen, donc elles doivent être publiques, accessibles à tout le monde sans réserve gratuitement et on ne peut bien sûr pas tout sortir parce que c'est en fait impossible ».

En France, ces batailles sont réalisées à travers la collaboration d'autres acteurs ayant des besoins similaires : travaux avec l'ANAP, l'INSANA (institution nationale pour les conditions de travail)... Cependant à l'étranger l'association se retrouve parfois empêchée d'un droit de regard sur des données publiques : « Les enjeux financiers sont colossaux sur l'accès et la maîtrise des données pour l'économie des services. » Lorsque les données ne sont pas accessibles, l'association va parfois aller les créer elle-même (projet de mesure des loyers dans certains quartiers de Lyon), et adopte parfois une critique radicale, ces démarches arrivent parfois à institutionnaliser comme par exemple avec la ville de Lyon « la politique de la ville des territoires, et de l'organisation de l'action sociale », avec la libération des données IRIS à travers la création d'observatoires.

L'histoire du Donut à travers sa démarche de cartographie du logement indigne semble aussi provoquer une critique radicale permettant de donner sens à une réalité (cf débat). Cependant cette démarche demande d'être réalisée avec le soutien des populations liées à ces problématiques : *« On s'est aperçu en lançant cette distribution qu'il fallait qu'on se positionne auprès de nos partenaires, pour dire quelle est notre éthique. Tu vois ? Parler data par les temps qui courent... »*. Enfin la question du statut que l'association va donner à ses données est encore floue : *"est-ce qu'il faut absolument que ce soit open data, ou pas. Tout ça ce sont des questions pour le coup je ne peux pas te répondre, on n'a pas résolues"*. Le hackaton se jouant prochainement nous donnera des réponses sur ces aspects.

2.3. Espaces de discussion et public.

Comme nous avons pu le noter précédemment ces structures sont en liens directes avec les structures locales et leur champ d'action, ce n'est pas forcément à travers la construction d'un tiers lieu que celles-ci mobilisent le débat, d'autant que les matérialités construites durant ceux-ci ne sont pas physiques contrairement aux fablabs.

Le Tuba est la seule association ayant son tiers-lieu et propose un format entre espace public et privée, autour duquel ses acteurs cohabitent et échangent dans leur quotidien (start up d'état, développeurs indépendants, entreprises associées). Cet espace est alors parfois transformé en espace d'animation autour duquel viennent échanger les acteurs du milieu institutionnel, privé et public : attirant un public d'ingénieurs, entrepreneurs, étudiants et chercheurs, limitant le public à un entre soi (CF débat), cependant celui-ci est dépassé lors d'une demande d'interventions par des acteurs Tiers (animations dans des Epahd, enquêtes auprès des associations de confluence durant l'étude des besoins des habitants).

Le Donut et AlterCarto n'ont pas réellement de tiers-lieux mais mobilisent leurs savoirs en collaboration avec d'autres structures prenant contact avec des populations directement touchées par leurs problématiques de travail. Avec son cycle de médiations à la donnée, le Donut a pu réunir autour d'ateliers un public de tout âge déjà plus ou moins inscrits dans un cadre associatif et ayant une appétence pour l'utilisation de la technologie. Le débat sur l'habitat indigne lui aura permis d'élargir son public mais aussi de faire mobiliser l'ensemble de leur réseau entrepreneurial et associatif autour d'une problématique commune, cependant ce sont alors deux mondes qui se rencontrent :

« ces deux mondes parlent pas le même langage, ils n'ont pas la même notion du temps, là où les gars qui sortent de central te disent « En une heure, on a une méthodologie, on va faire un truc hyper efficace », les autres il y avait des gens qui monopolisent la parole pendant trois quart d'heure, tu peux pas te permettre de détailler ton truc de recherche même si c'est intéressant et que c'est la démocratie tu vois. »

Enfin AlterCarto, présente sur Lyon mais aussi à l'étranger se retrouve confronté depuis sa création à de nombreux territoires que l'association approche avec les partenaires sociaux de ces « hotspots ». Son travail en France a pu être réalisé avec les acteurs locaux autour de la table. Elle est par sa démarche en relation avec un grand nombre d'acteurs avec lesquels ils construisent des terrains de réflexion commun : implication des habitants dans la démarche, des syndicats patronaux, de travailleurs.

« Ils ne sont pas militants, ils ont des problèmes à résoudre. Et ils s'engagent conjointement pour résoudre des problèmes qu'ils ont avec des gens avec lesquels ils sont en conflits par ailleurs. »

Afrique de l'Ouest, et au Maroc, en Mauritanie l'association se retrouve face à une communauté ayant entre 30 et 40 ans s'emparant alors d'outils libres et ayant une fibre d'entreprenariat social afin de mettre ces outils au service de paysans. En Tunisie et Algérie, se sont plutôt des populations ayant moins de 30 ans souhaitant remettre en question *« les conflits de pensées de l'appareillage statistique »* dans des Etat où la corruption est de mise. Il s'agit alors avec eux de créer une culture critique de la donnée afin de mettre à sa place son utilité sociale.

2.4. Institutionnalisation des structures

L'institutionnalisation de ces structures dépend alors du choix du financement de celle-ci, leurs permettant alors de pouvoir avoir un local d'accueil au public ou non, de financer des salariés. Certaines font le choix de la mobilité ne souhaitant alors pas s'ancrer sur un territoire fixe comme AlterCarto leurs offrant ainsi la possibilité de se déplacer au fil des luttes. Son engagement bénévole lui permet alors de choisir ses projets de manière indépendante. Le Tuba émanant de la ville de Lyon a pu à se titre se faire financer durant trois ans, travaillant depuis sa création avec des partenaires industriel du bassin Lyonnais, celle-ci est aujourd'hui financé par son activité de consulting. Une grande partie des infolabs s'est alors tournée vers le modèles des SCOP (Société coopérative et participative), question que se pose alors le Donut : *« J'ai vu que le gouvernement à fait des scops récemment, ils ont taillé dedans, moi qui pensais aussi un peu au modèle SCOP, c'est peut-être... Ce n'est peut-être pas gagné ! parce qu'en fait le gouvernement, n'a pas beaucoup intérêt à favoriser autant d'émergence de liberté, même s'il veut recueillir l'avis des citoyens et essayer d'être en paix, mais il y a tellement d'intérêt à préserver... Je trouve que ce sont des actions forcément militante »*. A travers son expérience Altercarto, émet des doutes similaires :

« Et en même temps l'institutionnalisation de ça, le business des scop, des mairies qui investissent dans ces trucs là pour faire de l'insertion. C'était pas le but des chômeurs de se faire gérer par d'autres qui auraient pris ce rôle là. Ça a été très conflictuelle, ça l'est toujours. Disons que ces nouveaux travailleurs sociaux, qui se présente comme autonomes et puis qui, je force le traits, mais comme il y a tout les médium et intermédiaires possible. Il y a des sujets très très chaud comme l'aide alimentaire, les circuits court et tout ces trucs là qui sont investit par les institutions d'une certaine manière contre les gens. [...] ils équipaient en fait leurs propres dispositifs associatifs dans l'économie sociale et solidaire pour faire ça en gardant la main dessus. »

Enfin nous rappelleront que l'institutionnalisation passe aussi par la démonstration de ces association à utiliser leurs réseaux, cependant aucun des infolabs rencontré *« n'est parti de rien »*. En effet tous connaissait au moins un autre acteurs du mouvement afin de se lancer et ont tous eu par leurs parcours des échanges avec les institutions locales.

CONCLUSIONS

Il n'existe pas un exemple type de ce que sont les infolabs, et une étude plus large pourrait être réalisée afin d'aller plus loin dans la description de ces nouveaux acteurs au centre de la sphère publique, car les structures interrogées ont des usages, des publics très hétérogènes en fonction de leurs terrains d'applications et de leur histoire. Seulement ces nouvelles structures ont en commun d'interroger la donnée de la remettre en question autour du débat, en construisant des réflexions permettant de mettre autour de la table des acteurs qui n'était pas forcément amené à se rencontrer.

A travers leurs pratiques ils construisent alors des méthodes de travail, de négociations qu'ils sont ensuite amenés à valoriser afin de pouvoir se financer si ceux-ci veulent pouvoir en faire leurs activités principales. Pour répondre à la problématique ces associations n'ont pas tous ce rôle d'activiste de la donnée décrite à travers l'ouvrage Statactiviste, seul AlterCarto colle totalement avec la description fournie dans le livre, de par sa création dans un contexte de luttes sociales, sa critique radicale du modèle Open Data offerte par les gouvernements, la valorisation d'usages statistiques... Ceci ne se retrouve pas totalement dans ce que j'ai pu apercevoir des autres infolabs tels que le Tuba apportant une critique plus réformiste. La position du Donut reste pour le moment à définir, à quoi cette ouverture des données des logements indignes et quelle sera la solution apportée à celle-ci ?

Pour le moment une grande partie des acteurs s'inscrivent alors plus dans ce mouvement plutôt grâce à des opportunités créées les discussions réalisées par la FING et son effet sur les collectivités qui mesure l'intérêt de sensibiliser les citoyens à ces notions, notamment afin qu'ils puissent s'emparer des données ouvertes. Enfin nous remarquons qu'une partie des acteurs rencontrés sont en reconversion professionnelle et leurs inscriptions de cette démarche participe plus globalement à une nouvelle définition populaire et sociale des humanités numériques.

BIBLIOGRAPHIE

2018, Palgrave Pivot Goëta, Samuel. « Un air de famille : les trajectoires parallèles de l'open data et du big data ». *Informations sociales* 191, n° 5 (2015): 26-34.

« RSLN | Stat-activisme : pour reprendre le pouvoir sur les données ». 2018. <https://www.rsln.fr/fil/le-statactivisme-pour-reprendre-le-pouvoir-sur-les-donnees/>.

Schneider, René. « Research Data Literacy ». In *Worldwide Commonalities and Challenges in Information Literacy Research and Practice*, édité par Serap Kurbanoglu, Esther Grassian, Diane Mizrachi, Ralph Catts, et Sonja Špiranec, 397:134-40. Cham: Springer International Publishing, 2013. https://doi.org/10.1007/978-3-319-03919-0_16.

Rosnay, Melanie Dulong de. « Réappropriation des données et droit à la rediffusion », s. d., 3.

Kennedy, H. « Living with Data: Aligning Data Studies and Data Activism Through a Focus on Everyday Experiences of Datafication », n° 1 (2018): 14.

« La redécentralisation d'Internet : une question de pouvoir et littératie - Cahiers COSTECH ». . <http://www.costech.utc.fr/CahiersCOSTECH/spip.php?article49>.

Goëta, Samuel, et Clément Mabi. « L'open data peut-il (encore) servir les citoyens ? » *Mouvements* 79, n° 3 (2014): 81-91. <https://doi.org/10.3917/mouv.079.0081>.*

Lhoste, Évelyne, et Marc Barbier. « FabLabs: L'institutionnalisation de Tiers-Lieux du « soft hacking » ». *Revue d'anthropologie des connaissances* 10,1, n° 1 (2016): 43. <https://doi.org/10.3917/rac.030.0043>.

Denis, Jérôme, et Samuel Goëta. « Les facettes de l'Open Data : émergence, fondements et travail en coulisses ». In *Big data et traçabilité numérique : Les sciences sociales face à la quantification massive des individus*, édité par Pierre-Michel Menger et Simon Paye, 121-38. Conférences. Paris: Collège de France, 2017. <http://books.openedition.org/cdf/5005>.

« Data Activism and Social Change | Miren Gutiérrez | Palgrave Macmillan ». Consulté le 14 janvier 2019. <https://www.palgrave.com/us/book/9783319783185>.*

Wolff, Annika, Daniel Gooch, Jose J Cavero Montaner, Umar Rashid, et Gerd Kortuem. « Creating an Understanding of Data Literacy for a Data-Driven Society », s. d., 19.

Luc Boltanski (2014) «Quelle statistique pour quelle critique ? ». Statactivisme, comment lutter avec des nombres ? Zones

Alain Desrosières (2014) «La statistique, outil de libération ou outil de pouvoir ». Statactivisme, comment lutter avec des nombres ? Zones

Evgeny Morozov (2014) « To Save Everything, Click Here, The Folly of Technological Solutionism » PublicAffairs

JP. Olivier de Sardan (2003) L'enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants LASDEL

Alain Desrosières (1993) « La politique des grands nombres ». Éditions la découverte

Alice Krieg-Planque, « Analyser les discours institutionnels ». Paris, A. Colin, coll. icom, série Discours et communication, 2012, 238 p. » *Questions de communication*, n° 23 (31 août 2013): 429-31.

Granjon, Dominique Cardon et Fabien. *Médiactivistes*. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2010. <https://www.cairn.info/mediactivistes--9782724611687.htm>.

Himanen, Pekka. *L'éthique hacker et l'esprit de l'ère de l'information*. Exils, 2001.

Pastinelli, Madeleine. « Pour en finir avec l'ethnographie du virtuel ! : Des enjeux méthodologiques de l'enquête de terrain en ligne ». *Anthropologie et Sociétés* 35, n° 1-2 (2011): 35-52. <https://doi.org/10.7202/1006367ar>.

ANNEXE 1. Méthodologie de la fouille de données web

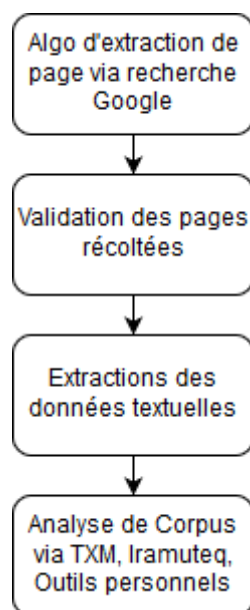


Figure1. Méthode d'extraction de champs sémantiques

Mots Clefs	Nombres de documents pertinents	Taux de pertinence de la requête
MEDIATION+NUMÉRIQUE	100	55 %
DATA+LITERACY	91	50 %
MEDIA LAB	79	43 %
DATALAB	70	38 %
DATA+CITIZEN	67	37 %
STATACTIVISM	52	28 %
RÉAPPROPRIATION+DES+DONNÉES	38	21 %
DATA+ACTIVISME	37	20%
MEDNUM	36	20 %
INFOLAB	27	15 %
CITOYEN+DONNÉE	24	13 %
LITÉRACIE+DONNÉES	19	10,5 %
ACTIVISME + DONNÉES	8	4 %

Figure2. Tableau de resultats des requêtes google

ANNEXES 2 : Algorithme d'extraction de résultats google :

```

from selenium import webdriver
from selenium.webdriver.common.keys import Keys
from bs4 import BeautifulSoup
import re
from random import randint
import json
import time
import html2text
site_data = []

driver = webdriver.Firefox(executable_path="...selenium/webdriver/firefox/geckodriver2.exe")
kwd=["MedNum"]

for key in kwd:
    url="https://www.google.com/search?q="+key+"&ie=utf-8&oe=utf-8&client=firefox-b"
    driver.get(url)
    continue_ = True
    print("kwd > "+key)
    n=1
    ##### PARCOURS DES 20 premières pages
    while continue_ == True or n<20:
        html=driver.page_source
        print("->n :"+str(n))

        ##### GET HTML

        soup = BeautifulSoup(html)

        for div in soup.findAll("div",{"class" : "rc"}):
            current_data={}
            current_data["desc"]=div.find("div",{"class":"s"}).text
            url=div.find("div",{"class":"r"}).find("a")

        ##### GET PAGE META

            current_data["title"]=url.text
            current_data["url"]=url["href"]
            current_data["page"]=n
            current_data["kwd"]=key
            site_data.append(current_data)
            time.sleep(randint(1,10))
            nav=soup.find("table",{"id" : "nav"})

        try:
            next_ =driver.find_elements_by_xpath("//a[@aria-label='Page "+str((n+1))+"+"]")[0]
            next_.click()

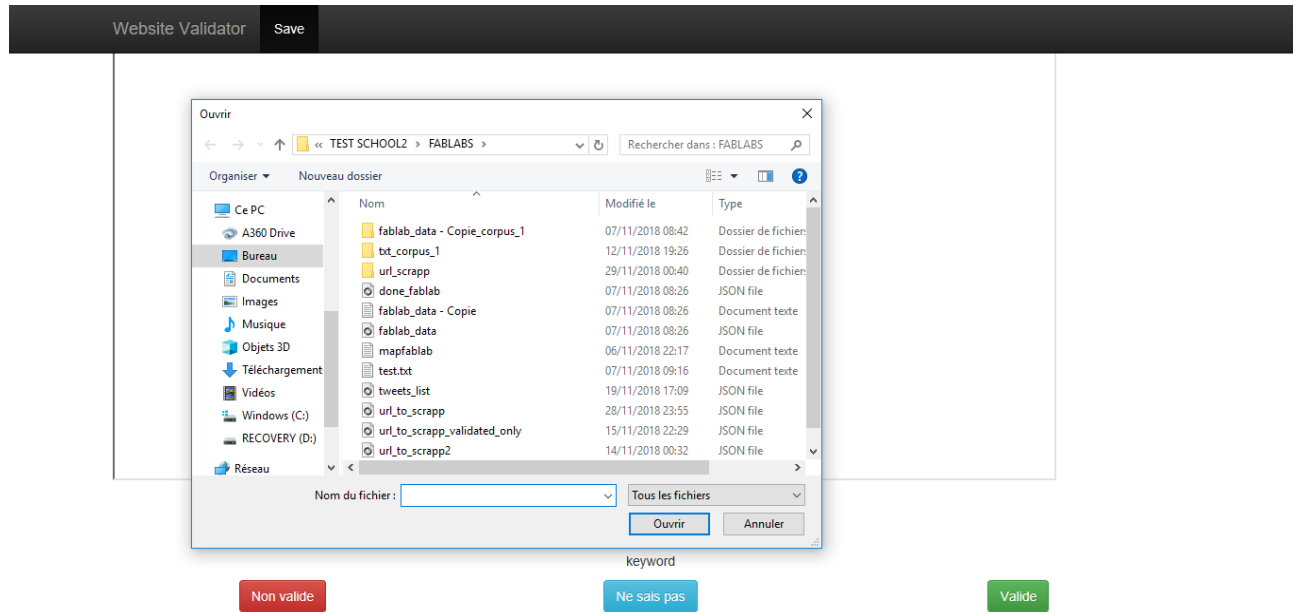
        except:
            continue_ = False
            n=n+1

        ##### SAVE DATA
    final={}
    final["to_do"]=site_data

    with open('.../url_to_scrapp.json', 'w') as outfile:
        json.dump(final, outfile)

```

ANNEXE 3 : VALIDATEUR DE DOCUMENT WEB



ANNEXE 4 : ALGORITHME EXTRACTION DE CONTENU

```

from newspaper import Article
import json
import os

def clean_txt_name(txt):
    chars=[".", ",", ":", "@", "ç", "%", " ", "#", "~", "&", " ", " ", " "]
    for c in chars:
        if(c in txt):
            txt=txt.replace(c, "_")
    return txt

json_file=".../data literacy_OK.json"
with open(json_file, encoding='utf-8') as f:
    data = json.load(f)

ok=data["ok"]
created_keyword_dir=[]
n=0
for d in data["to_do"]:
    if(d["url"] in ok):
        n=n+1
        if(d["kwd"] not in created_keyword_dir):
            kwd=d["kwd"].replace("+","_").replace(" ", "_")
            path="C:/Users/Celian/Desktop/SCHOOL/HUMANUM/COURS HUMANUM/TEST SCHOOL2/data lab corpus/"+kwd
            #if(kwd in ["infolab"]):
            try:
                os.mkdir(path)
                print("Directory " + kwd + " Created ")
            except FileExistsError:
                print("Directory " + kwd + " already exists")

        if(".pdf" not in d["url"]):
            try:
                article = Article(d["url"])
                article.download()
                article.parse()
                article.nlp()
                txt=""
                if(article.publish_date):
                    t=article.publish_date

                txt+= "-" + article.title+" \n "+article.text
                name=clean_txt_name(article.title)
                if(len(txt)>100):
                    try:
                        url=path+'/'+str(n)+'_txt'
                        with open(url, 'w') as f:
                            f.write(txt)
                            f.close
                        print('OK at'+name)
                    except:
                        print('PB at'+name)
            except:
                print("PB")

```

Annexe 5 : Grille d'observation d'Héloïse Nez

Source : <https://journals.openedition.org/sociologie/1133>

1 Modalités

1.1 Organisation de la réunion

Structure de la réunion avec des repères de temps : introduction et principales étapes de discussion, temps pour chaque sujet, temps de débat et temps d'information.

Quel est l'ordre du jour ? Qui l'a fixé ?

Qui préside la séance ? Qui l'anime ? Comment le président de séance est-il choisi ?

Y a-t-il un médiateur du débat ? Quel est son rôle : pacifier les échanges, pousser au débat, laisser les conflits s'exprimer ?

Le temps des interventions est-il limité d'une manière formelle (nombre de minutes) ou informelle (commentaires de l'animateur quand l'intervention lui semble être trop longue) ?

1.2. Configuration de la salle

Dans quel lieu est organisée la réunion ?

Comment la salle est-elle organisée spatialement ? (Faire un schéma, avec la place occupée par les différents acteurs)

Où se situent les élus, les techniciens et les habitants ?

La configuration de la salle met-elle en avant certains participants, comme les élus ?

1.3. Participants

La réunion est-elle ouverte à tous ?

Comment les habitants sont-ils informés de la tenue de cette réunion ? Par qui ? Combien de temps à l'avance ?

Qui est présent dans la salle ? Estimation du nombre de présents et des caractéristiques générales de l'assemblée (genre, âge, origine « ethnique » et sociale).

Observe-t-on une diversité ou une homogénéité des participants ?

Les participants sont-ils des usagers de la ville et/ou des riverains du projet, des groupes avec une raison sociale (commerçants, enseignants, etc.) ?

Qui prend la parole ? Estimation du nombre d'intervenants et estimation plus précise du genre, de l'âge, de l'origine « ethnique » et sociale, de la profession (si la personne le précise).

Comment les personnes qui prennent la parole se présentent-elles ? En tant qu'« habitant de », citoyen, riverain du projet, au nom d'une association ou d'un parti... Participent-ils en tant qu'individu ou citoyen organisé (militant associatif ou politique) ?

Certains habitants se présentent-ils comme des professionnels (urbaniste, architecte, etc.) ? Sont-ils de fait plus écoutés lorsqu'ils s'expriment ?

Certains participants sont-ils présentés en début de séance ?

2. Formes d'interaction

2.1. Sujets débattus

Quels sont les sujets/projets débattus au cours de la réunion ?

Y a-t-il un sujet principal (dans cette séance et d'une manière générale dans l'instance participative) et des sujets annexes, ou une diversité des thématiques selon l'actualité du quartier/territoire ?

Quelles thématiques suscitent l'intérêt ou le désintérêt de la salle ?

Qui propose les sujets abordés ? L'émergence de sujets vient-elle d'une initiative des habitants ou d'une sollicitation de la mairie ?

Sur quels éléments du projet urbain porte la discussion ? Certains points sont-ils écartés de la discussion ? Par qui ? Pourquoi (dans le cas où c'est justifié en public) ?

Quel est le contenu des interventions ? Quels arguments s'affrontent ?

Quels sont les résultats de la réunion sur le contenu des projets débattus ? Le projet urbain est-il modifié, à la marge ou en profondeur ? Fait-il l'objet d'adaptations au cours de la réunion, ou après ? Une autre réunion est-elle prévue pour poursuivre le débat/présenter un autre projet ?

2.2. Prises de parole

Quantifier les temps de parole (élus, habitants, techniciens, associatifs) : un groupe monopolise-t-il la parole ou les interventions se font-elles à parité ?

Qu'est-ce qui domine dans les prises de parole : l'information ou les échanges ?

Quel registre de parole domine : interpellation/plainte, proposition/action/suggestion, information (demande d'information ou message informatif) ?

Quelle est la part d'échanges entre habitants et élus/services sur le mode classique de questions/réponses ? Les habitants se placent-ils en acteurs ou en « représentés » ?

Comment les participants justifient-ils leurs propositions ? Prennent-ils le temps de les justifier (avec une volonté de bien se faire comprendre, en répétant ou en reformulant certains arguments) ?

Observe-t-on des comportements de type Nimby (*not in my backyard*) ? Les participants mettent-ils en avant leurs intérêts particuliers, l'intérêt d'un groupe ou l'intérêt général ?

Certains acteurs incitent-ils à se déplacer vers l'intérêt général ? Qui sont-ils ?

Tout le monde peut-il s'exprimer et éventuellement voter au cours de la réunion ?

2.3. Type de savoir mobilisés

En partant de la typologie d'Yves Sintomer (2008), quels types de savoirs citoyens sont mobilisés et lequel domine : savoir d'usage, « bon sens » citoyen, savoir professionnel diffus, contre-expertise militante, recours à des contre-expertises extérieures, savoir politique ?

Les habitants expriment-ils des arguments d'ordre politique ou technique ?

Les habitants utilisent-ils toujours les mêmes arguments pour justifier leurs propositions ou changent-ils stratégiquement de registre d'argumentation d'une réunion à l'autre ?

Observe-t-on des échanges d'arguments techniques entre les services et les habitants ? Si c'est le cas, quels sont les habitants qui s'engagent dans ces débats techniques ? Quelle est la réaction des autres habitants ?

Les habitants font-ils des propositions alternatives aux services techniques ? Comment justifient-ils leurs propositions ? Comment leurs propositions sont-elles reçues par les élus et techniciens ?

Sur quels éléments du projet les habitants font-ils des propositions ? Ces propositions semblent-elles raisonnables ou insensées ?

En fonction des registres de parole et des savoirs mobilisés, certaines interventions sont-elles rejetées et d'autres valorisées ? Certaines interventions sont-elles, pour la salle, plus légitimes que d'autres ?

Sur quels supports visuels les techniciens présentent-ils les projets (carte, *PowerPoint*, etc.) ? Quels documents sont mis à la disposition du public ? Permettent-ils le débat ?

Quelle est l'attitude des participants face à ces présentations : adhésion (sur le fond ou sur la forme, sur l'esthétique ou les fonctionnalités du projet), incompréhension, critique, etc. ?

Les élus et les techniciens sont-ils amenés à développer un savoir d'usage (en tant qu'habitant du quartier ou riverain d'un projet) ?

2.4. Relations entre les acteurs et ambiance générale

Quelles sont les interactions entre élus et habitants, techniciens et habitants, conseillers de quartier (ou associatifs) et public ? Quelle est la fréquence et la nature de ces échanges ?

Observe-t-on un respect mutuel entre les acteurs ? Les comportements sont-ils plutôt coopératifs ou conflictuels ? Les relations sont-elles formelles ou amicales ?

Comment les acteurs communiquent-ils entre eux ? Repère-t-on des signes de familiarité (tutoiement, appellation par un prénom, etc.) ?

Les participants essaient-ils de se convaincre mutuellement ? Quels types d'arguments avancent-ils ?

Quelles sont les réactions des élus et des techniciens quand les habitants prennent la parole ? Cherchent-ils à adapter leurs projets pour répondre aux revendications/propositions des habitants ?

Les propositions des habitants vont-elles à l'encontre des orientations de la politique municipale ? Si c'est le cas, comment réagissent les élus présents ?

Certaines règles de participation permettent-elles d'arriver à un consensus ? Comment sont prises les décisions ? S'il y a un vote, l'expression de la majorité est-elle acceptée à la fin de la réunion ?

Les participants s'écoutent-ils mutuellement ? Réactions de la salle lors des prises de parole : applaudissements, sifflements, calme plat... ? Des conversations parallèles se développent-elles ? Les participants sont-ils interrompus lorsqu'ils prennent la parole ?

L'atmosphère est-elle calme, bon enfant, animée, agitée, tendue ? La logique est-elle plus de confrontation ou de travail en commun ? D'où viennent les éventuelles tensions (de la part de qui, sur quels sujets) ?

Finalement, les différents acteurs parviennent-ils à se comprendre : parlent-ils le même langage ou sont-ils sur des registres de parole différents voire inconciliables ? Recherchent-ils à défendre leur intérêt (individuel ou d'une association) ou à mutualiser leurs expériences et leurs connaissances ? Des difficultés de compréhension subsistent-elles ?

Annexe 6: Note d'observation du débat #BalanceTonTaudis



Journal la Marseillaise – 21 novembre 2018

Communication autour du débat :

Un article dans La Marseillaise indique le lieu et l'heure du débat, des affichants sont affichés en ville dans certains abris-bus de Marseille, des tracts sont déposés dans certains lieux clés, le reste de la communication se fait sur les réseaux sociaux.

Lieu du débat :

Le lieu se déroule à 18h30 dans les locaux de la Marseillaise, à la salle des rotatives, anciennement salle de presse donnant sur la rue Estienne D'orves, les portes de la salle sont ouvertes tout le long du débat.

Début du débat :

Tout le monde semble se connaître, ou du moins connaître au moins deux ou trois personnes, des gens sont déjà installés, de nombreux spectateurs parlent entre eux, certains se retournent et font la bise à leurs voisins. 18h30 : début du débat, présentation de l'Animateur (La Marseillaise), des intervenants présents sur scène : un membre du collectif du Novembre, un membre du Donut, deux avocats, les associations partenaires : un responsable d'Emmaüs, un responsable de la Fondation Abbé Pierre, un élu PCF, et une habitante délogée de Noailles. Je m'assois à gauche de la scène, derrière des habitants de Noailles, s'installe alors derrière moi les équipes de presse France Info, Marianne, La Provence....

Plan du débat :

18h45 : projection d'images recueillies par La Marseillaise et restitution enquête

19h00 : Intervention Locataire 1

19h10 : Intervention Propriétaire/Locataire

19h15 : Intervention des Avocats

19h20 : Intervention Donut

19h30 : Intervention Collectif 5Nov

1^{er} tour de question

19h45 : recueil des doléances

20h15 : réponses des avocats

20h30 : Intervention d'un architecte

20h35 : Intervention Emmaüs

20h40 : Intervention Locataire 1

20h45 : Intervention du collectif de défense de la Plaine

20h50 : Intervention association

20h55 : Intervention Elus PCF

Pause

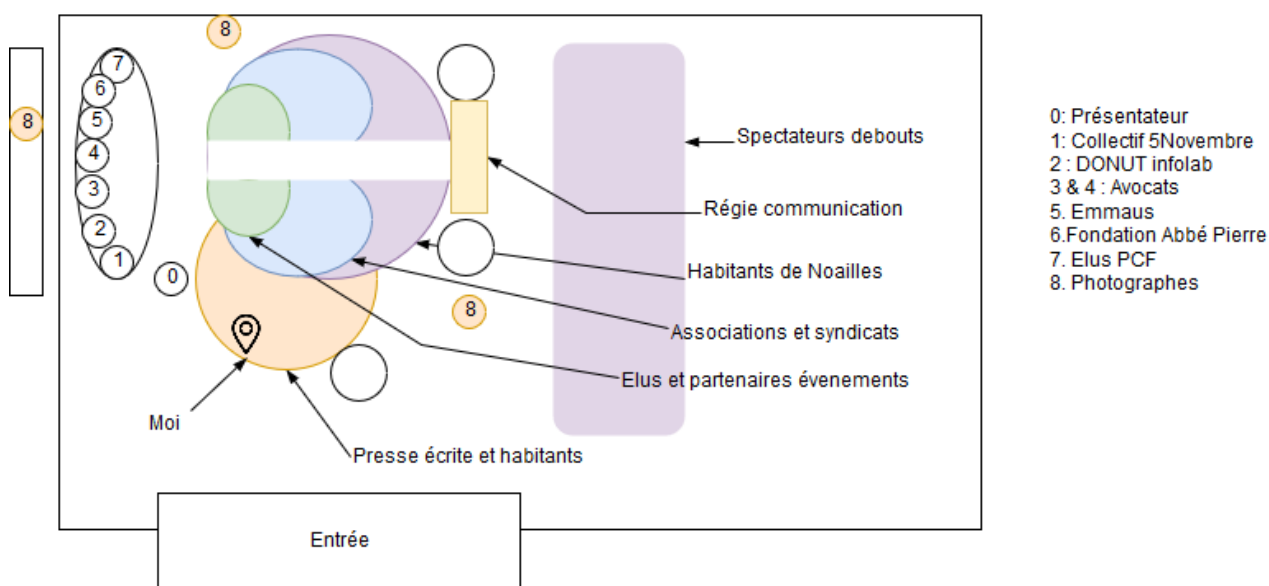
21h00 : Diffusion reportage La Marseillaise

21h05 : Intervention Donut
 2^e tour de question
 21h10 : Interventions locataires
 21h15 : Interventions habitant Marseille
 21h35 : Réponses
 22 : fin du débat, remerciements

Le débat est présidé par un animateur de La Marseillaise, médiateur du débat, qui fixe les limites de temps de paroles et jongle entre les intervenants et le public. Plusieurs temps sont organisés, le premier de mise en contexte revient sur l'enquête menée par le Donut, les images envoyés par les participants de l'enquête, chaque intervenant se présente. Un premier tour de question est organisé. Les intervenants liés au thème de ces réponses répondent à celles-ci. Un temps de pause est marqué avant de repartir après un reportage chez plusieurs habitants de Noailles filmé par La Marseillaise, le Donut reparle de son initiative, reprends alors un second temps de questions/réponse. Le débat dure 2h30, il est ouvert à tous.

1.2. Configuration de la salle

Schéma débat #BalanceTonTaudis, salle des rotatives, locaux de La Marseillaise



La salle des rotatives est ouverte sur la rue, à son entrées les éditions spéciales de la Marseillaise sont distribuées gratuitement ainsi que le flyer du Donut lié à l'enquête.

1.3. Participants

Les participants sont principalement liés à la médiatisation de la question de ce débat : journalistes, militants, association, quelques habitants des quartiers de Noailles sont présents, principalement des femmes ayant entre 40 et 60 ans, quelques locataires entre 25 et 30ans. Quelques étudiants, sont au fond de la salle debout. Parmi « les experts » conviés à ce débat présent sur scène, la seule représente de la gente féminine est une femme avocate d'une trentaine d'année, le reste sont des hommes ayant entre 30 et 50 ans. Lors des interventions les personnes posant des questions se présentent par leurs prénom, les personnes présentes sur scène se présente via leurs prénom, nom, fonction. Les intervenants se connaissent, et les habitants de Noailles présents sont connus par les responsables d'associations.

1 Interactions

2.1. Sujets débattus

Il n'y a pas de « sujet de débat », le débat permet plutôt de faire se rencontrer et entendre les différents autour de la question du « que faire ». Les différents experts se présentent et proposent alors des tours de table successifs avec le public afin de présenter le travail réalisé, proposer des solutions.

2.1. Prises de paroles

➤ Présentation de la Marseillaise :

Le présentateur présente le journal et rappelle que l'enquête n'est pas terminée, en fond passe un récapitulatif des retombées sur les réseaux sociaux : près de 9 500 tweets et retweets sont comptés, et près de 160 personnes ont répondu au questionnaire participatif.

➤ Intervention de la locataire 1 :

La locataire explique que cela fait deux ans qu'un arrêté de péril a été voté concernant le logement que celle-ci occupait. Pour le moment celle-ci a été relogée dans un hôtel par son propriétaire, mais le 8 décembre elle se retrouvera sans logements. Près de 500 personnes sont actuellement dans son cas.

➤ Première intervention des avocats :

Les avocats se présentent et expliquent qu'un numéro vert permet aux habitants de les appeler afin de se faire diriger en cas de recours judiciaire. Un quiproquo se crée alors, une habitante interpelle alors l'avocat présentant celui-ci, en lui exprimant que le numéro vert ne marche pas. L'avocat ne comprend pas, le présentateur explique la situation, cependant la situation ne reste pas claire.

➤ Présentation du Donut par Olivier :

Olivier introduit alors l'enquête citoyenne lancée, l'idée du hashtag : "on a lancé un hashtag", permettant de se présenter en tant qu'habitant dans un logement insalubre. Selon lui cette démarche a permis de "donner du sens à cette réalité", lui qui n'était pas alors courant de ces questions exprime qu'il est "en train d'en devenir expert". Les premiers résultats sont alors affichés en fonds, ils passeront tout le long du reste des débats, accompagnés de photos de logements indignes. Plusieurs cartes sont commentées, une carte notamment une carte temporelle affichant les positions des différents logements insalubres "récoltés" et comment ceux-ci sont répartis dans le temps. Une carte sur laquelle est projetée une carte de chaleurs des logements indignes s'affiche alors, Olivier introduit celle-ci puis ce stoppe : "excusez moi je crois que celle-ci est trop technique". Exprimant le souhait que cette démarche puisse être OpenData, il explique qu'il a dû aller "chercher ces données". 150 rapports ont été pour le moment récoltés, selon lui cela s'exprime "à cause d'un certain scepticisme des habitants" alors qu'il faille "libérer les données".

➤ Présentation du collectif du 5 novembre :

Né de cet événement le collectif est composé d'habitants de Noailles et entend défendre leurs droits. Le président de l'association remercie alors la Marseillaise pour la médiatisation des événements, il explique que selon lui sur *"les droits existants ne sont pas mis en place"* car dix arrêtés de périls étaient déjà déclarés avant les effondrements.

- 1ere intervention du public : Une première dame se lève et exprime son épuisement, quand cela t il sera réglé ? Un homme haïtien se lève à son tour, habitant à Noailles depuis quelques années il exprime sa peur et sens arriver un "danger". Une seconde dame lève la main, celle-ci est en fauteuil et vit à Noailles. Elle pense que l'eau s'est infiltré dans ses poutres. Elle explique la situation de son ancien voisin, handicapé lui aussi, devenu psychotique de la fuite de son appartement insalubre. Elle a reçu la visite d'une agence immobilière et a peur d'être relogé. Elle semble être connue par de nombreuses personnes, le présentateur l'appelle par son prénom.
- Réponse des avocats: Il faut prévenir les marins pompiers, c'est à eux de prendre la décision de l'acte d'arresté de périls.
- Intervention d'un architecte: Celui-ci apprécie la démarche, il fallait pouvoir cartographier cela.
- Intervention d'un membre du public demandant vers qui se retourner. Les avocats répondent alors que le mieux est de porter plainte, que se soit contre X, au moins pour l'assurance, coupé alors par le collectif du 5 novembre qui explique que cela n'est pas une bonne chose.
- Intervention d'Emmaüs : le président remercie la Marseillaise pour la démarche pour la médiatisation de l'événement.
- Intervention de l'intervenante n1: Celle-ci explique se sentir "baladé", vers qui se tourner lorsque l'on a besoin de soutien concret ? Vers La Croix Rouge ? La mairie? Les besoins se font sentir dans le quartier "c'est sur place qu'on a besoin d'aide".
- Intervention de la Marseillaise : Le présentateur explique que les dernières éditions ont été distribuées par des bénévoles et que tout les fonds des ventes ont été reversés aux associations d'habitants : en tout les bénévoles ont pu récolter ainsi près de 2500€.
- Intervention d'une femme du collectif de la Plaine demandant une mobilisation, "nous avons besoin de soutien dans la rue".
- Intervenante d'un syndicat de propriétaire : Celle-ci explique que certains logements sociaux ne sont pas attribués à des personnes dans le besoin. Le collectif du 5 novembre appelle alors à se saisir des logements vacants rue de la République.
- Intervention d'une habitante : La femme a une 50^e d'années, mère de 4 enfants celle-ci explique vivre dans un logement insalubre à Noailles pour un loyer de 710€.
- Intervention d'Elise du DONUT, celle-ci explique que pour débloquer la démarche il est obligatoire de construire ces propres données, afin d'avoir un avis indépendant sur la question.
- Intervention d'un membre du public : il n'y a pas que Noailles, d'autres zones en ville sont touchées par les mêmes problèmes. Il faut se structurer à une échelle plus large.

- Intervention d'Olivier du DONUT, celui-ci insiste sur le besoin d'avoir ces données, c'est "un devoir citoyen".
- Intervention d'une petite dame d'une soixantaine d'années, celle-ci commence par exprimer sa colère : "JE BOUE, JE BOUE, JE BOUE", elle s'est donné personnellement en distribuant des repas sur place, elle a participé à vendre des journaux, et ne voient pas les autorités faire quelque chose. D'autres habitants crient alors leurs colère, des "Gaudin démissions" sont alors tirés en l'air.
- Conclusion de l'habitant n°1 : "Mes amis habites à un paté de maison, ils ne se rendaient pas compte avant que cela arrivent chez moi".

Le fait que le débat soit construit autour d'un jeu de question réponse permet d'obtenir une certaine parité d'interventions, les différents partis s'écoutent et se répondent calmement, les experts entre eux utilisent un ton amical d'autant qu'un certains consensus se fait sentir : la plus part de ceux-ci ont une certaine sensibilité sociale. Mais face à eux un ras-le-bol se fait sentir au fil de la réunion du coté des victimes d'expulsions.

Lors de la première session de questions, la plupart des interrogations des locataires sont très précises et concrètes : que peut-on faire pour se nourrir ? Les logements à dispositions en attendant sont ils de longue durée ?

Ceux-ci se présentent avant d'interroger les « experts », il s'agit alors principalement aux avocats et associations de répondre à leurs questions. La quasi-totalités des questions sont posées par des femmes ayant entre 40 et 60ans, une seule intervention d'un homme est posé, celui-ci se présente comme ayant habité à Haiti pendant la catastrophe de

Pendant le premier temps de questions l'assemblée reste assez calme, mais les réponses des experts sont souvent floues et parfois se contredisent. Par exemple les avocats proposent à un habitant de Noailles de porter plainte contre X, alors que le membre du collectif du 5 novembre présent sur scène n'est pas d'accord.

Tout le monde peux s'exprimer, mais certaines personnes du publiques semblent connues des organisateurs et ceux-ci semble connaître leur passion, le micro leur est passé à la toute fin du débat.

Le débat est donc tirés entre deux types d'intérêts, l'intérêt particulier : celui des habitants, et l'intérêt général celui des militants qui souhaitent pouvoir fédérer les habitants et les faire parler d'une voix commune.

2.3. Type de savoir mobilisés

Les arguments techniques sont donnés par le DONUT infolab, qui posant des chiffres sur la table (graphiques, cartes), rassurant ainsi les associations, mais laissant septiques les habitants, ainsi que par les avocats proposant des solutions juridiques aux habitants, tentant ainsi de rassurer les habitants. Enfin un savoir d'usage est présenté par les habitants intervenants, les politiques présents ainsi que les associations militantes.

2.4. Relations entre acteurs, ambiance générale

Les relations entre les habitants et le reste des gens présent dans la salle s'est tendue au fil du débat, face au ras-le-bol et aux attentes, les solutions apportés sont finalement assez théoriques face à leurs besoins urgents et concret, certains habitants sont parfois même assez mécontent des interventions

des associations militantes lorsque celle-ci leur demande de se mobiliser. Les relations entre les autres acteurs sont amicales, les associations remercient tous la Marseillaise pour le focus médiatique autour de cet événement.

3. Fin du débat

La salle se vide petit à petit, je me pose à la sortie et attends de voir comment les différents acteurs des débats passent la porte. Les premiers à partir sont les journalistes de la presse écrite, suivent ensuite certains habitants las de se débattre qui pour eux ne leur auront pas apporté de solutions concrètes, puis ensuite le reste de la salle qui repart par petit groupe de 2 à 3 personnes.

Annexe 7 : note d'observation débat au Tuba

DATA, BIG CITY, BIG MOTHER

OPPORTUNITÉS ET LIMITES DE LA VILLE NUMÉRIQUE

NOVEMBRE 2018 - TUBA LYON, LYON 6^E

1430 - 19h00 | Ateliers créatifs Sur inscription ! popsciences.universite-lyon.fr

VA PAYER LA VILLE INTELLIGENTE ?
 L'Amérique et la gestion des masses de données sont de plus en plus saisies par nos villes comme des catalyseurs d'innovations et comme des outils d'optimisation des services qu'elles nous rendent. Dans le même temps, les finances publiques locales ont un modèle en crise. Comment créer des conditions de financement innovantes sans que les collectivités ne perdent la main sur les services rendus ? Quelle place laisser aux entreprises du numérique qui proposent des solutions clés en main et peu onéreuses, en échange d'un accès aux données générées par les usagers ?
 Animation : Tuba Lyon - Métropole de Lyon - Université de Lyon

15h | Carte-blanche
VILLE DE DEMAIN, PLUTÔT "SMART" QUE "BIG MOTHER" ?
 Carte-blanche à : Marie-Cécile Paccard

14h45 | Pop'Cast (émission radio participative)
DATA EN VILLE : DES ENJEUX POUR LA VIE PRIVÉE ET LES BIENS COMMUNS.
 L'impact de la vie privée : qui sait quoi, sur qui et pourquoi ? Quelles sont les tensions existantes entre nos données exploitées par le secteur marchand, celles collectées par les collectivités et ce que nous exigeons en termes de services ? Les masses de données infiniment collectées seront-elles bien gardées et par qui ? On craint une gouvernance de nos villes par le big data ?
 Invités : Sonia Ben Mokhtar, Marine Albareda
 Animation : Matthieu Adam

15h | Ciné-débat
IF DATA WATCHING US ? BLACK-MIRROR DONNE LE CHANGE
 À partir d'extraits choisis de la mythique série, appréhendez les projections dystopiques de plusieurs épisodes, à propos de la gouvernance par la data. Nos invités poseront une analyse et une grille de lecture pour les risques et opportunités liés à leur développement. Nous vous invitons à un débat pour démêler le vrai du faux sur ce à quoi la Digital city ressemblera.

POP'SCIENCES FORUM

RENCONTRES | RADIO | THÉÂTRE | EXPO |
BALADES | ATELIERS | TALKS | CINÉ | DÉBATS

**CITOYENS, LA VILLE DE
DEMAIN NOUS APPARTIENT !**

**27 NOV -
5 DÉC 2018**

#PopSciences
 f y d i

Infos sur : popsciences.universite-lyon.fr

Les Halles du Faubourg, Ciné-Rillieux,
Le TUBA, La Commune

GRAND LYON La Région Auvergne-Rhône-Alpes
ÉCOLE NORMALE DE LYON Université de Lyon
LABEX 3000 Université de Lyon
FABRIQUE DE L'INNOVATION Université de Lyon
LA COMMUNE Métropole de Lyon
LES HALLES DU FAUBOURG
UP LE MOIS

programme complet : <http://www.tuba-lyon.com/event/big-data-big-city-big-mother-opportunités-et-limites-de-la-ville-numérique/>

1. Modalités pratiques

Organisation de la réunion

Communication autour du débat :

La communication a principalement été faite sur facebook et les réseaux sociaux, le site internet du tuba, celui de la faculté de Lyon, mais aussi un peu au sein de l'université et dans le Tuba.

Lieu du débat :

Le débat se passe au Tuba, dans leur nouveau local, des chaises sont installées dans l'espace co-working, sur une estrade est installé le matériel de prise de son pour l'émission Pop'cast de 19h45.

Début du débat :

J'arrive vers 18h20 à la sortie des cours, je suis accueilli par le modérateur de la conférence, il n'y a pas grand monde dans la salle, surtout des membres de l'équipe d'organisation de science Po' Lyon, de l'université de Lyon, ainsi que des membres du Tuba et les invités de l'émission. J'en profite pour faire le tour des locaux, les résultats de l'atelier de l'après midi sont affichés derrière les chaises installées pour la suite des événements. Sur la brochure il était indiqué que l'atelier se terminait à 19h, il reste 2 /3 élèves de science Po qui parlent ensemble. Un monsieur mieux armé que moi semble aussi très intéressé par les productions de la journée, il écrit minutieusement tout les rendus. Différents groupes ont retranscrit leurs vision de la ville du futur, sous forme d'une sorte de carte mentale, certains on fait une construction en légo. N'ayant pas de crayons j'en demande un à une dame assise à côté des chaises (table bleue sur le schéma), et en profite pour engager la conversation. Celle-ci est chargée de l'organisation au niveau de science Po', j'explique que je ne suis pas de Lyon, c'est alors que celle-ci m'explique que l'école a du mal à vivre son enclavement dans l'université de Lyon. Une fois mon stylo obtenu je retrouve Martin avec qui je programme un rdv la semaine suivante. La salle se remplit petit à petit jusqu'à l'heure de début.

Plan de la conférence :

9h30-19h : Ateliers créatifs

19h : présentation de la soirée avec responsable métropole de Lyon et responsable du Tuba.

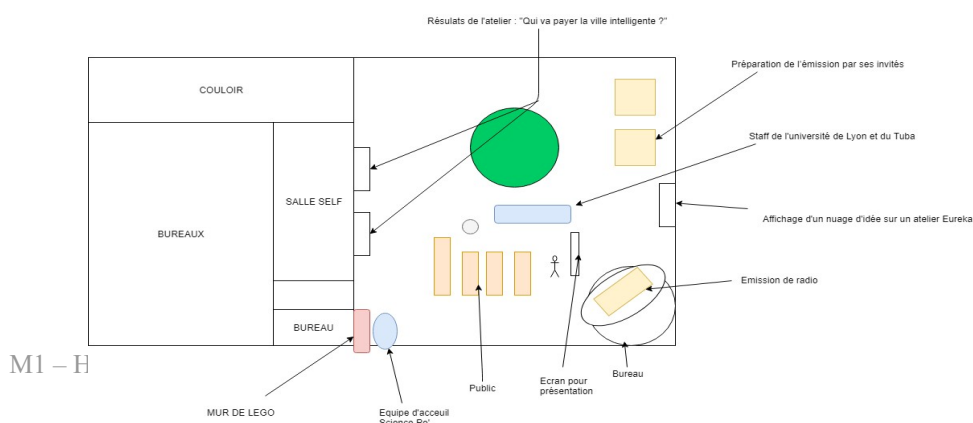
19h15 : Carte-blanche : La ville de demain plutôt smart que « big mother » présentation de M.C. Paccard designeuse présentation

19h30: Questions

19h45: POP cast : Big data en ville : des enjeux pour la ville privée et les biens communs.

Présenté par Matthieu Adam (doctorant) invités : Sonia Ben Moktar (enseignante chercheuse en informatique), Marine Albaredo (Scop la Péniche), Frédéric Le Mouél (chercheur informatique embarquée).

1.2. Configuration de la salle



1.3. Participants

Une grande part d'hommes blancs entre 30 et 50 ans, quelques élèves de Science Po, des doct-rants, co-workeurs du Tuba.

1. **Interractions**

2.1. Sujets débattus

Le sujet l'atelier était une réflexion sur comment financer la ville intelligente, comment organiser la gestion de ces infrastructures, quelles limites fixer.

La première présentation était une carte blanche, le sujet de celle-ci n'était pas annoncé.

2.1. Prises de paroles

La présentation des responsables de la métropole de Lyon et du Tuba, remerciant le Tuba pour apporter ce sujet sociétal au sein du débat, de manière à comprendre le citoyen usagé.

Prise de parole de M.C. Paccard :
Marie Christine Paccard est désingneuse, de services c'est à dire qu'elle n'imagine pas comment structurer des chaises, mais plutôt des services avec ses usagers de manière à co-construire ceux-ci. Après avoir présenté sa profession et sa vision systématique du design, plaçant ainsi l'usagers dans son éco-système, celle-ci présente les problèmes d'alimentation que nécessiterait des capteurs. Elle présente ainsi les exemples d'AirB&B bouleversant par effet de bord le prix du locatif en ville, du problème de stockage de la surproduction de vélo chinois et enfin par le statuts d'auto entrepreneur des chargeurs de trotinettes électrique de Lyon « uberisation de la trott' ». Elle explique alors que rendre Smart la ville pourrait provoquer un desinteret des usagers si cela ne marche pas ou encore créer des frontières sociales : la smart city des riches, rappelant que tout le monde n'a pas forcément internet. Replacant la question de la technologiie comme une fin et non un moyen, il s'agit donc de co-crée la ville avec ces usagers.

Les questions alors ne se précipite pas un monsieur lève alors la main demandant à la demoiselle si celle ci vie de son travail, celle-ci lui répond qu'elle viens de se lancer en tant qu'indépendante elle qu'elle a pu malgré le nombre de projets s'occuper cette année. Le monsieur est interne à Villeurbanne, curieux il venu voir ce qu'il pouvait se dire ce soir. Elle évoque un projet de transformation de MJC à Lyon en laissant les gens s'emparer.

Une demoiselle prend la parole exprimant sa peur concernant l'idée d'une ville panoptique, l'intervenante la remercie alors de son intervention lui expliquant qu'elle était heureuse qu'on lui pose la question, car c'était là tout la question du débat. Elle présente alors ces peurs communes et explique que l'investissement des citoyens dans ce genre de projet devait justement permettre d'empêcher cela.

Le présentateur explique que l'émission radio va commencer, le monsieur de la première question s'en va. Le présente en attendant l'installation des intervenants parle du livre de Bradley L. Garrett « Explore Everything : Place-Hacking The City ». (2003) (<https://journals.openedition.org/cdg/507>).

Les intervenants arrivent se placent et commence l'émission en direct, de mon côté je dois aller prendre mon train.

Peut de place était accordé pour des échanges durant les présentation le direct imposait de ne pas trop durer durant le temps de question.

2.3. Type de savoir mobilisés

Les imaginaires étudiants du début de la journée, ont laissé place à un regard professionnel et à l'expertise de co-designers, doctorant, chercheurs et associatifs. Allant de la médiation, à un certain savoir plus consultatif. Un power-point est utilisé durant le première intervention, durant la second les intervenants sont autour d'une table avec des casques, ont les entend bien mais ceux-ci se regardent entre eux sans regarder le publique.

2.4. Relations entre acteurs, ambiance générale

L'ambiance générale était plutôt détendue, la plupart des gens ne se connaissant pas, à par les étudiants et l'équipe organisatrice. Cependant les rares temps de questions durant mon observation, ne m'ont pas permis de réellement comprendre la dynamique de ces interactions.

Annexe 8 : Notes entretients Tuba

Design serote
2016
A la base
tun techno
changer les imagine
Charles Gpote
2 mois
les imideurs
Le monteur
Cory.

Annexe 9 : CANVAS ALTERCARTO

- ~~Complex~~ ~~pour~~ ~~quoi~~ ?

La structure

- ↳ organiser ↳ histoire
- ↳ hiérarchie ↳ lieu
- ↳ lien avec autre

des outils

- ↳ changement de natq avec temps ?

La matière

- ↳ comment la construire ?
- ↳ ↳ comment intervenir le geste ?

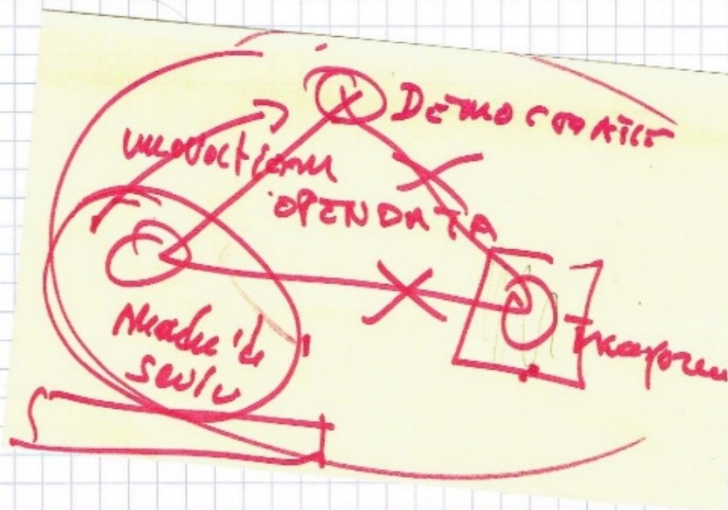
des autres

- ↳ public ↳ qui ? ↳ avec ?
- ↳ comment ?
- ↳ plante ?
- ↳ impact ?

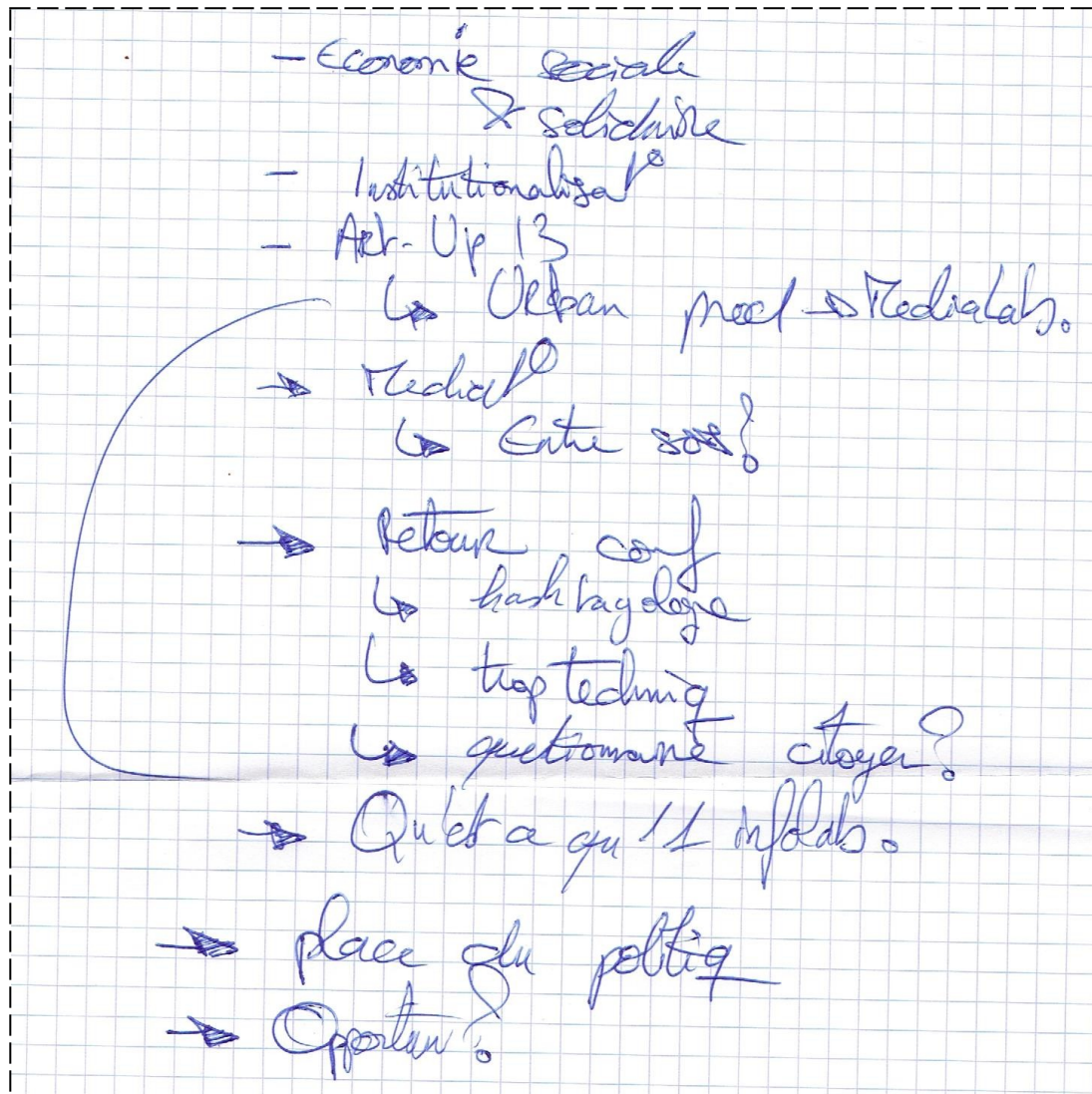
↳ Les infolabs

Annexe 10 : Notes entretien altercarto

- 1 ds president
→ au debut FR
↳ Empat
↳ Chantage Justice sociale
↳ Mica
↳ conflit
↳ Convoies
donnée publie
Rouement éco
Carte de mobilite
Rapport Trepot → Tunisie



ANNEXE 11: CANVAS ENTRETIENT DONUT



Annexe 12 : NOTES ENTRETIENS DONUT

